

PREMIÈRE QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Directeur**Introduction**

1. Conformément au mandat que lui a confié le Conseil à sa session de novembre 2008, l'Institut a réalisé d'importants travaux sur la crise économique et la crise de l'emploi, ouvrant ainsi la voie à l'adoption du Pacte mondial pour l'emploi. Le présent rapport fait la synthèse de ces travaux et rend compte des principaux résultats d'autres activités de recherche, du programme pédagogique, du dialogue sur les politiques et des partenariats.

I. Recherche

2. La période visée par le présent rapport a été marquée par l'achèvement d'une analyse de la crise mondiale qui a fait l'objet d'un document du Conseil d'administration à la session de mars 2009¹, et a ensuite été publiée par l'Institut sous le titre *Lutter contre la crise financière et économique par le travail décent*. La deuxième édition de la publication phare de l'Institut, *Rapport sur le travail dans le monde*, elle aussi consacrée à la crise mondiale, paraîtra à la fin de l'année. La mondialisation et le travail décent ont été les thèmes d'un certain nombre d'activités de recherche, y compris le lancement avec l'OMC d'une étude conjointe et la finalisation d'un ouvrage sur la production globale et l'emploi en Inde. Enfin, des progrès ont été accomplis en ce qui concerne le projet du Centenaire de l'OIT.

A. La crise économique mondiale et la crise mondiale de l'emploi

3. Le document du Conseil d'administration et la publication ultérieure intitulée *Lutter contre la crise financière et économique par le travail décent* ont été élaborés par le personnel de l'Institut en collaboration avec les secteurs techniques du Bureau, sous la coordination du Directeur de l'Institut, qui a présenté le document au Conseil d'administration à la session de mars 2009. Principaux constats:

¹ Documents GB.304/ESP/2 et HTM/1.

- Ce rapport analysait la façon dont la crise financière et économique mondiale s'était aggravée et propagée, en créant le risque d'une longue récession sur le marché du travail.
 - Etabli sur la base d'une étude des mesures de sauvetage financier et des plans de relance budgétaire adoptés dans une quarantaine de pays, le rapport reconnaissait que ces pays avaient mené une action énergique pour atténuer les conséquences de la crise aux niveaux social et de l'emploi, mais soulignait la nécessité de nouvelles mesures pour surmonter la crise et ouvrir la voie à une économie plus durable. Le rapport mettait en exergue l'importance d'une stratégie de relance cohérente axée sur l'emploi, compte tenu de l'augmentation constante de la population active mondiale qui s'accroît de près de 45 millions de personnes tous les ans. Aux fins de cette analyse, l'Institut a dressé une nouvelle typologie de mesures, qui a ensuite été utilisée pour d'autres projets importants, tels que le rapport au G20.
 - Le rapport insistait sur le fait qu'il fallait éviter tout retour au statu quo ante. Les ripostes à la crise devaient non seulement promouvoir la relance économique, mais également permettre de s'attaquer aux causes profondes des déséquilibres mondiaux.
 - C'est dans ce rapport que le concept de Pacte mondial pour l'emploi est apparu pour la première fois, l'idée étant de faire face à la crise en recourant à des moyens d'action inspirés de l'Agenda du travail décent. La coordination internationale ainsi que la nécessité de stimuler la demande et d'éviter le nivellement par le bas des salaires et des normes du travail étaient considérées comme des facteurs déterminants pour renforcer l'efficacité globale des ripostes à la crise.
4. En juin 2009, à la Conférence internationale du Travail, le Pacte mondial pour l'emploi a été établi sous sa forme définitive et adopté, après avoir reçu le ferme soutien des représentants tripartites et des personnalités qui participaient au Sommet de l'OIT sur la crise mondiale de l'emploi. Par la suite, l'Institut a apporté sa contribution à l'élaboration du rapport du BIT, intitulé *Protéger les personnes, promouvoir l'emploi*, qui a été présenté au Sommet du G20 à Pittsburgh.
5. La deuxième édition du *Rapport sur le travail dans le monde* sera publiée début décembre sous le titre provisoire «*Au-delà de la crise mondiale de l'emploi*». Une fois encore, l'ouvrage a été élaboré par une équipe composée de la plupart des chercheurs de l'Institut. On trouvera ci-dessous certaines des conclusions principales du rapport:
- L'année 2010 laisse présager une reprise de la production, mais la crise de l'emploi risque fort d'empirer si les mesures de relance sont interrompues trop rapidement. Si les mesures de renforcement de la protection sociale et de l'emploi sont ramenées prématurément à une plus petite échelle, les travailleurs qui ont conservé leur emploi à ce jour pourraient soudainement se retrouver au chômage ou parmi les travailleurs pauvres, ce qui aura pour effet d'accroître la crise mondiale de l'emploi. Le rapport montre que les politiques qui s'inscrivent dans la logique du Pacte mondial pour l'emploi peuvent améliorer les perspectives de reprise.
 - Pour parvenir à une reprise véritablement durable, il faut s'attaquer aux causes structurelles de la crise et, pour cela, mieux cerner les liens et les corrélations négatives des objectifs économiques, environnementaux et sociaux entre eux. La crise a attiré l'attention sur l'influence croissante de la finance sur l'économie réelle. Au cours des trente dernières années, le monde de la finance a accaparé toujours plus de bénéfices des entreprises, qui ont subi le contrecoup de cette course aux rendements rapides motivée par les impératifs du marché, et cette situation a provoqué des déséquilibres de revenus et une instabilité de l'emploi. Il faut mettre en place des institutions et des politiques pour remédier à ces déséquilibres et à cette instabilité, de

sorte que le système financier permette à l'économie réelle de prospérer au lieu de contribuer à l'anéantir.

- Prendre un tournant écologique dans l'économie représente potentiellement un défi pour l'emploi, vu que, selon le rapport, de nombreuses personnes sont employées dans des secteurs fortement producteurs d'émissions de carbone. En se fondant sur des modélisations de différentes approches stratégiques, le rapport présente des estimations suggérant que les politiques visant à atténuer les changements climatiques peuvent en fait avoir des effets positifs sur l'emploi. La redistribution, vers le secteur privé, des recettes publiques tirées des taxes carbone et des programmes de plafonnement des émissions et d'échange de droits d'émission pourrait stimuler la création d'emplois.
- Il est de plus en plus tenu compte des considérations liées à l'emploi dans les accords commerciaux et les politiques des institutions financières de développement, comme la Banque mondiale et ses principaux équivalents régionaux et bilatéraux. La plupart des dispositions relatives à l'emploi font désormais référence à la Déclaration de l'OIT sur les principes et droits fondamentaux au travail de 1998 ou aux conventions de l'OIT. Le rapport étudie des questions liées à leur mise en œuvre et s'intéresse à la cohérence entre les différentes normes du travail.

B. La mondialisation et le travail décent

a) La mondialisation et l'emploi informel

6. Une étude intitulée *Mondialisation et emploi informel dans les pays en développement*, établie conjointement par l'Institut international d'études sociales et le secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce, a été publiée en octobre 2009. Une nouvelle série de données sur l'emploi informel dans plus de 30 pays a également été publiée.
7. Cette étude examine le rôle des politiques commerciales et du travail dans la promotion d'emplois de meilleure qualité et dans la réduction de la vulnérabilité des pays en développement aux crises. Elle a permis de constater que le taux élevé de l'emploi informel dans les pays en développement a eu une incidence négative sur les exportations, a créé un cercle vicieux de la pauvreté dans les pays ayant un marché du travail fragile et a accru la vulnérabilité à des chocs tels que la crise mondiale actuelle.
8. L'étude montre que les effets de l'ouverture des échanges sur le secteur informel dépendent avant tout de la situation du pays concerné et de la nature des politiques commerciales et des mesures prises sur le plan interne.
9. D'après cette étude, l'intégration dans les marchés mondiaux et la lutte contre le travail informel par le biais de politiques destinées à favoriser le travail décent doivent être considérées comme complémentaires. Les réformes du commerce doivent être pensées et mises en œuvre de manière à ce qu'elles favorisent l'emploi et à ce que le redéploiement des emplois contribue davantage à la croissance du secteur formel. La protection sociale est également essentielle en période de transition et pour tirer pleinement parti de l'ouverture des échanges.

b) Le travail et les réseaux mondiaux de production en Inde

10. La maison d'édition *Oxford University Press* a publié en Inde la version révisée d'un ouvrage réunissant une sélection d'études de cas relatifs à l'incidence de la production

mondiale sur l'industrie et les travailleurs du pays. Ces études montrent que la participation aux réseaux mondiaux de production a des effets contrastés. Si ces réseaux présentent un certain nombre d'avantages, ils profitent plus largement aux grandes entreprises qui possèdent déjà les capacités de production nécessaires, qui opèrent dans les secteurs à forte intensité de connaissances ou qui fabriquent des produits technologiquement sophistiqués. Les autres entreprises sont exclues de ces réseaux ou sont pénalisées par eux et se retrouvent généralement en concurrence sur des marchés caractérisés par des salaires bas et un faible niveau de qualifications. Les gains enregistrés par les entreprises ne profitent pas automatiquement aux travailleurs. Cet ouvrage vise à contribuer à l'élaboration de politiques permettant à l'Inde de participer à l'économie mondiale d'une manière qui profite davantage à l'ensemble des entreprises et des travailleurs du pays.

c) *Projet de recherche pour l'Afrique sur les migrations, les marchés du travail et le développement*

11. En 2008-09, l'Institut a participé à un projet destiné à maximiser la contribution des migrations de main-d'œuvre au développement dans certains pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest (à savoir l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie, le Sénégal et la Tunisie). Le volet du projet dont l'Institut est chargé consiste à produire un rapport et à élaborer des propositions de politique générale mettant en évidence les interactions et les complémentarités entre les migrations de main-d'œuvre, l'emploi et le développement. L'Institut doit, entre autres, analyser les effets de la crise actuelle sur les pays concernés. Le projet bénéficie de l'appui d'experts nationaux et des compétences du réseau d'instituts de recherche africains créé par l'Institut. Le rapport de synthèse final devrait être achevé d'ici à la fin de 2009 et publié et diffusé au début de la prochaine période biennale.

C. *Projet du Centenaire de l'OIT*

12. La première phase du projet du Centenaire de l'OIT était étroitement liée à la célébration du 90^e anniversaire de l'OIT. Ce projet a pris une part active à l'organisation des événements prévus pour cette occasion. Il s'agissait en particulier de publier deux livres. Le premier, intitulé *L'Organisation internationale du Travail et la quête de justice sociale, 1919-2009*, paru en anglais, en espagnol et en français, étudie l'histoire de l'Organisation et examine le rôle qu'elle a joué et les stratégies qu'elle a appliquées au cours des quatre-vingt-dix dernières années sur les principaux thèmes couverts par son mandat: le droit au travail, la qualité du travail, la protection sociale, le lien entre l'emploi et la réduction de la pauvreté, une mondialisation juste et le travail décent. Le second, intitulé *Edward Phelan and the ILO: The life and views of an international social actor*, brosse le portrait d'une éminente personnalité de l'OIT, qui a joué un rôle déterminant dans l'avènement et le développement initial de l'Organisation et qui a été le quatrième Directeur du Bureau (et le premier Directeur général) à un moment particulièrement critique (1941-1948).
13. Le projet a également apporté son soutien à l'organisation d'un colloque de trois jours sur le thème «Politiques sociales transnationales. Réseaux réformateurs et Organisation internationale du Travail (1900-2000)», tenu à l'Université de Genève et au siège de l'OIT. Plus de 30 exposés de haute qualité ont été présentés par des chercheurs de divers pays de l'Europe et des Amériques. La qualité et la variété de ces exposés permettent d'envisager leur publication en deux volumes. Un projet de livre a déjà été préparé et envoyé à un éditeur universitaire international. Un autre est en préparation.

II. Education

14. A travers ses activités pédagogiques, l'Institut poursuit un double objectif: renforcer la capacité des mandants de l'OIT d'analyser les principales questions sociales et du travail et d'élaborer des moyens d'action; susciter un plus grand intérêt auprès des universitaires, des chercheurs et des étudiants pour la politique sociale et du travail et développer leur potentiel dans ce domaine.

A. Un cours international de stagiaires sur les politiques sociales pour la promotion du travail décent (Genève, du 14 mai au 3 juin 2009)

15. Le cours international annuel de stagiaires sur les politiques sociales pour la promotion du travail décent s'est tenu du 14 mai au 3 juin 2009. Vingt-trois participants venus de 19 pays et représentant les mandants tripartites de l'OIT ont assisté au cours de cette année, tenu en anglais. Ce cours a porté essentiellement sur les points suivants: i) fournir des informations à jour sur les composantes de l'Agenda du travail décent et l'action menée par l'OIT face à la crise mondiale; ii) améliorer la connaissance des principes et programmes de l'OIT; iii) promouvoir une vision intégrée des politiques économiques et sociales en faveur du travail décent; et iv) stimuler les échanges d'idées et de données d'expérience entre les mandants de l'OIT.
16. Le cours comprenait des exposés d'universitaires et de fonctionnaires de l'OIT, des ateliers et des travaux de groupe. Les participants ont visité les bureaux de la Confédération syndicale internationale et de l'Organisation internationale des employeurs. Ils ont également visité la Croix-Rouge et un site de production de la société suisse Caran d'Ache.
17. Les participants ont été encouragés à mettre à profit des travaux de groupe, à évaluer la situation dans leurs pays sous l'angle du travail décent et à préparer une analyse succincte des politiques et programmes requis pour promouvoir le travail décent, compte tenu des difficultés découlant de la crise financière. Ils ont été priés de porter une appréciation sur l'organisation du cours et encouragés à faire des suggestions pour l'améliorer. Cette appréciation a été globalement très favorable. Un CD-ROM contenant tous les matériels pédagogiques a été remis aux participants, et l'Institut a affiché sur son site Web les principaux documents concernant le cours.
18. Au cours de l'année à l'examen, M. Alfonso Alba-Ramirez (professeur, Universidad Carlos III de Madrid, Espagne) et M. Werner Eichhorst (professeur, IZA – Forschungsinstitut zur Zukunft der arbeit GmbH, Allemagne) ont mené des travaux à l'Institut en tant que chercheurs invités.

B. Chercheurs invités et visites d'étude

19. Treize visites d'étude ont été organisées, auxquelles ont participé 359 étudiants de diverses universités. Au programme figuraient notamment des exposés présentés par le personnel de l'Institut et des spécialistes d'unités techniques du BIT.
20. En 2008, le Prix de l'OIT pour la recherche sur le travail décent, qui couronne des travaux remarquables propres à développer les connaissances sur le travail décent pour tous, à savoir l'objectif fondamental de l'OIT, a été décerné à Harry Arthurs, professeur à l'Université de York (Toronto, Canada) et à Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie.

21. Au cours de l'année écoulée, les lauréats du Prix pour la recherche sur le travail décent ont donné des conférences organisées par l'Institut. Ainsi, le 11 novembre 2008, en marge de la session du Conseil d'administration, le professeur Harry Arthurs a donné une conférence sur le thème «Le travail décent dans les faits à l'échelle du monde: principes, modalités pratiques et paradoxes». De son côté, le professeur Joseph Stiglitz a présenté un exposé sur l'impact de la crise financière et économique mondiale, le 12 mars 2009, lors d'une séance spéciale du Conseil d'administration.
22. Le projet de recherche pour l'Afrique sur les migrations, les marchés du travail et le développement a débouché sur la création ou le renforcement de plusieurs partenariats et réseaux importants. Il convient de citer en particulier le réseau anglophone pour la recherche, établi au cours de la période biennale précédente, qui a contribué de façon décisive aux travaux de l'Institut dans le domaine à l'étude. Dans ce contexte, des travaux ont été entrepris en collaboration avec l'Institut d'études du développement de l'Université de Nairobi, avec l'Université de Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie) et avec l'Université du Ghana. En outre, un réseau de chercheurs francophones d'Afrique du Nord et d'Afrique de l'Ouest a été créé et chargé de compléter les activités nationales de collecte des données et de recherche de base sur les politiques de l'Algérie, du Maroc, de la Mauritanie, du Sénégal et de la Tunisie. Ce réseau réunit notamment des chercheurs éminents de l'Association marocaine d'études et de recherches sur les migrations (AMERM) et du Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (CREAD) (Algérie).

III. Revue internationale du Travail

23. Pendant la période à l'examen, on constate une consolidation des progrès enregistrés par la *Revue internationale du Travail* depuis 2007, date de l'entrée en fonction du nouveau comité de rédaction présidé par le Directeur de l'Institut, en termes de qualité scientifique, de pertinence par rapport à l'action et de diffusion. L'audience et le retentissement croissants de la revue transparaissent dans l'essor régulier du nombre d'articles envoyés spontanément, qui a crû une fois encore de quelque 50 pour cent par rapport à la période précédente. L'augmentation correspondante du nombre d'articles refusés (au terme d'examens collégiaux impartiaux) atteste l'élévation de la qualité des travaux retenus pour publication.
24. Selon le premier rapport (avril 2009) de Wiley-Blackwell, la nouvelle maison d'édition de la *Revue*, l'impact de la publication croît régulièrement. Les demandes de lecteurs souhaitant recevoir par message électronique le sommaire des nouveaux numéros ont augmenté de 118 pour cent pour la version en anglais, de 314 pour cent pour la version en français et de 268 pour cent pour la version en espagnol. En plus des 3 000 exemplaires imprimés que le Bureau adresse gratuitement à des mandants et autres bénéficiaires, la maison d'édition fait état de 1 300 abonnés institutionnels classiques et de plus de 730 institutions qui donnent accès à des articles récents contre paiement dans le cadre de son programme de vente aux groupements de bibliothèques. Ce programme a débouché sur quelque 14 000 téléchargements d'articles en 2008. Il importe de noter aussi que la *Revue* est distribuée gratuitement ou contre un prix très modique à 4 604 bibliothèques de pays en développement au bénéfice d'un accord spécial avec la maison d'édition.
25. Parmi les articles des quatre numéros de la *Revue* parus depuis novembre 2008 qui retiennent particulièrement l'attention, il convient de citer celui de Joseph Stiglitz sur la crise mondiale (n° 1-2/2009) – texte largement diffusé sous forme d'un tiré à part à la session de la Conférence internationale du Travail et demandé pour reproduction par plusieurs autres revues – ainsi que ceux du numéro spécial (n° 3/2009) entièrement

consacré à l'analyse de l'échec des politiques néolibérales mises en œuvre en Amérique latine sur la base du Consensus de Washington.

IV. Mouvements de personnel

26. Les fonctionnaires suivants ont rejoint les rangs de l'Institut: Marva Corley-Coulibaly, en qualité d'économiste principale (juillet); ainsi que Dorothea Hoehtker (juillet) et Emmanuel Reynaud (avril), qui travaillent pour le projet du Centenaire de l'OIT. Plusieurs chercheurs ont rejoint les rangs de l'Institut au titre de contrats temporaires: Juana Bustamante Izquierdo (janvier), pour l'étude conjointe BIT/OMC sur la mondialisation et l'emploi informel dans les pays en développement et le chapitre sur les emplois verts du *World of Work Report 2009*; Franz Christian Ebert (juin), affecté aux travaux sur les dispositions relatives au travail et la mondialisation; et M. Byung-Jin Ha (février), qui collaborera à différents projets.
27. Eddy Lee et Francis Maupain assument toujours la fonction de conseillers techniques. Peter Auer a rejoint les rangs de l'Institut en tant que conseiller technique.

V. Publications

28. Une liste de livres, articles et monographies publiés depuis octobre 2008 figure en annexe.

Annexe

Publications parues entre novembre 2008 et octobre 2009

a) *La crise économique et financière*

Institut international d'études sociales: *Lutter contre la crise financière et économique par le travail décent* (également publié en anglais et en espagnol), 2009. Préface de M. Juan Somavia, Directeur général du BIT. Résumé analytique de Raymond Torres, Directeur de l'Institut.

- Sameer Khatiwada, Emily McGirr, Catherine Saget et Steven Tobin: *La crise s'étend au monde entier et pourrait avoir de profondes conséquences sociales* (Partie I).
- Sameer Khatiwada et Raymond Torres: *Réactions à la crise à l'échelon national et international* (Partie II).
- Iyanatul Islam, Emily McGirr, Steven Tobin et Raymond Torres: *Le travail décent est un élément fondamental de la reprise: un Pacte mondial pour l'emploi* (Partie III).
- Emily McGirr, Steven Tobin et Raymond Torres: *Améliorer la cohérence des politiques mondiales en vue d'une croissance et d'un développement plus équilibrés* (Partie IV).
- Matthieu Charpe, Ekkehard Ernst, Emily McGirr et Steven Tobin: *Evaluation des effets du Pacte mondial pour l'emploi sur la relance* (Partie V).

Rani Amara, U., Baccaro, L., Charpe, M., Ernst, E., Escudero, V., Gerecke, M., Khatiwada, S., McGirr, E., Prasad, N., et Tobin, S.: *A global policy package to address the global crisis*, 2008.

Contribution au rapport du BIT au Sommet des dirigeants du G20: *Protéger les personnes, promouvoir l'emploi*, 2009.

Megan Gerecke et Naren Prasad: *Employment-oriented crisis responses: Lessons from Argentina and the Republic of Korea*, 2009.

World of Work Report 2009. The global jobs crisis and beyond (à paraître, coordination assurée par Raymond Torres).

b) *Documents de travail*

N° 198, Matthieu Charpe et Ekkehard Ernst: *Global economic linkages. A model of employment and income dynamics in open economies*, 2009.

N° 197, Verónica Escudero: *Effects of the crisis on the financial sector: Trends and policy issues*, 2009.

N° 196, Sameer Khatiwada: *Stimulus packages to counter global economic crisis: A review*, 2009.

c) Autres publications

Juana P. Bustamante et Ekkehard Ernst (en collaboration avec Marc Bacchetta, OMC): *Globalization and informal jobs in developing Countries*, 2009 (à paraître en français sous le titre *Mondialisation et emploi informel dans les pays en développement*).

Sandra Polaski: *Harnessing global forces to create decent work in Cambodia*, IIES en collaboration avec le programme «Travailler mieux» du BIT et de la Société financière internationale (SFI), 2009.

Baccaro, L. et Papadakis K.: *The promise and perils of participatory policy making*, 2008.

Sims, E. et Posthuma, A.: «Global reach – local relationships: Corporate social responsibility, workers' rights and local development», *Document de travail n° 28*, Secteur de l'emploi, BIT, 2009.

d) Articles externes

Auer, P.: «Efficiency and equity: Is Australia the new economic and social model for the world?», *Australian Review of Public Affairs*, 2009 (à paraître).

Prasad, N.: «Small but smart: Small states in the global system», dans *The Diplomacies of Small States*, publié sous la direction de Cooper & Shaw, pp. 41-64, Palgrave-Macmillan, Chippenham.

Posthuma, A.C.: «Seeking the high road to Jepara: Challenges for economic and social upgrading in Indonesian wood furniture clusters», dans *Upgrading clusters and small enterprises in developing countries*, publié sous la direction de Puppim de Oliveira, Economic Geography Series, Ashgate Publishing, Hampshire (décembre 2008).

«The industrial district model: Relevance for developing countries in the context of globalisation», dans *Handbook of Industrial Districts*, publié sous la direction de Becattini et coll., Edward Elgar Publishing (août 2009).

Prasad, N.: «Growth and social development in the Pacific Island countries», *International Journal of Social Economics*, vol. 35, n° 12, 2008, pp. 930-950.

Rani Amara, U. et Unni, J.: «Do economic reforms influence home-based work? Evidence from India», dans *Feminist Economics*, vol. 15, n° 3, 2009, pp. 191-225.